

AIRFRANCE 



CHICAGO

À PARTIR DE **578€***
TTC A/R

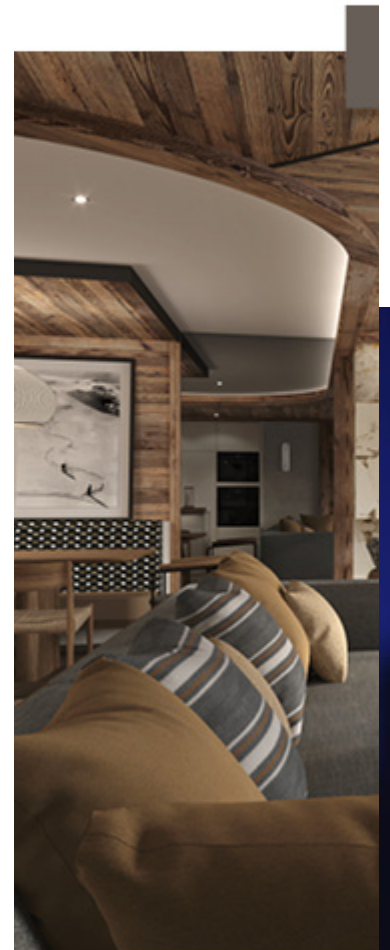
*Voir conditions sur airfrance.fr

DÉCRYPTAGE

Budget : comment Bercy veut coûte ses objectifs de réduct

Bruno Le Maire a détaillé ce lundi son plan de 1 pour 2024, sans lever tous les doutes. Selon chèque carburant de 100 euros pour les trava notamment les frais. La stratégie budgétair

LA VA
SIGNÉE
S



Pour Bruno Le Maire, « la condition de tous les réarmements, c'est le réarmement financier ». (Eric Tschaen/REA)

Par **Renaud Honoré**

Publié le 19 février 2024 à 17:40 | Mis à jour le 19 février 2024 à 17:57



Particulier ou entreprise : des offres adaptées à votre besoin

Je m'abonne

Le gouvernement s'est officiellement donné une nouvelle feuille de route budgétaire qui s'annonce pleine d'embûches.

Après s'être invité au 20 Heures de TF1 dimanche, Bruno Le Maire a voulu passer ce lundi une seconde couche pour justifier la cure d'amaigrissement de 10 milliards d'euros de la dépense publique mise en oeuvre dès cette année. « La condition de tous les réarmements, c'est le réarmement financier. Le réarmement financier de la France est indispensable pour nous préparer à toute éventualité dans l'avenir », a souligné le ministre de l'Economie lors d'une conférence de presse à Bercy.

Déficit 2023 plus élevé

Il faut dire que la situation est précaire. Le gouvernement reconnaît désormais officiellement que les comptes 2023 ne sont pas conformes aux attentes. « S'agissant du déficit 2023, la réalité c'est qu'il sera probablement difficile de tenir l'objectif de 4,9 % de PIB en 2023 », a reconnu une source à Bercy.

Publicité



Particulier ou entreprise : des offres adaptées à votre besoin

Je m'abonne

La marche pour atteindre un solde public à -4,4 % du PIB cette année est donc plus haute, d'autant que la prévision de croissance a été revue en baisse de 1,4 % à 1 %. « C'est encore trop optimiste », soupire un bon connaisseur du dossier.

LIRE AUSSI :

- **Bruno Le Maire révisé la croissance 2024 à la baisse à 1 % et met l'Etat à la diète.**

Malgré ces vents contraires, le gouvernement ne renonce pas à sa trajectoire budgétaire. Ces 10 milliards d'économies doivent lui permettre de tenir le cap, même si cette annonce ne dissipe pas tous les doutes.

« Il faudra voir si ces 10 milliards sont des économies brutes ou nettes. Depuis quelques semaines, de nouvelles dépenses ont été annoncées - pour les agriculteurs, pour l'Ukraine, etc. - et si on arrive à 4 ou 5 milliards d'économies nettes pour en tenir compte, ce sera déjà bien », estime François Ecalte, fondateur du site spécialisé en finances publiques Fipeco. De fait, il est bien difficile de comprendre **comment les 3 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine annoncés récemment par Emmanuel Macron** seront financés, au vu des réponses évasives des pouvoirs publics.

Les ménages concernés

Sur la méthode, Bruno Le Maire a promis de « serrer la ceinture à l'Etat », et à lui seul,



Particulier ou entreprise : des offres adaptées à votre besoin

Je m'abonne

Concrètement, 700 millions d'euros d'économies seront réalisés sur la fonction achat de l'Etat, et 700 millions sur la masse salariale notamment en décalant certains recrutements, comme l'a détaillé Thomas Cazenave. Le ministre délégué aux Comptes publics a aussi annoncé que les agents publics allaient devoir réduire leurs déplacements de 20 %.

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE - Compte personnel de formation : le gouvernement va mettre les salariés à contribution**

Bruno Le Maire a aussi assuré que ce plan d'économies conduirait « à ne pas prendre 1 euro aux Français ». Pourtant les ménages vont bel et bien être impactés par ces décisions. Bercy a enfin obtenu la mise en place d'un ticket modérateur sur le compte personnel de formation (CPF), qui pèsera sur les salariés. Le budget de MaPrimeRénov' est par ailleurs revu en baisse, même s'il reste supérieur à celui de 2023.

« Ce plan de 10 milliards, ça commence à ressembler à un tournant de la rigueur. Est-ce que cela va se faire au prix de renoncements à certains engagements, notamment climatiques ? » s'interroge Mathieu Plane, économiste à l'OFCE.

Selon nos informations, Bercy a aussi décidé de supprimer le dispositif de l'indemnité carburant travailleur - un chèque de 100 euros pour les travailleurs modestes versé si le prix à la pompe devait atteindre 2 euros le litre. De quoi assurer 600 millions d'économies. Un choix qui risque de s'avérer impopulaire si les cours du baril continuent de remonter, alors que les députés avaient justement voté l'extension du versement de cette aide à davantage de bénéficiaires.

Les maladies chroniques dans le viseur



Particulier ou entreprise : des offres adaptées à votre besoin

Je m'abonne



A Bercy, on explique que ces annonces ne sont que « le début d'un effort que nous allons poursuivre ». Le gouvernement prépare déjà le terrain pour le budget 2025, et Thomas Cazenave a expliqué sur France 2 lundi matin qu'il était « fort probable » que l'objectif de 12 milliards d'euros d'économies pour l'an prochain soit revu en hausse au vu de la situation. Toutes les pistes sont explorées. « La question du coût des affections de longue durée se pose », reconnaît une source à Bercy, **confirmant une information des « Echos »**. Le gouvernement n'exclut pas non plus de raboter l'enveloppe allouée au plan d'investissement France 2030.

Est-ce la bonne stratégie ? Pour François Ecalle - qu'on peut difficilement accuser d'être un laxiste budgétaire -, il faut faire attention « à ne pas appuyer trop fort sur la pédale de frein de la dépense publique au moment où la croissance ralentit ». « Un effort d'économies est nécessaire. Mais vouloir atteindre à tout prix un objectif de déficit à -4,4 % du PIB cette année puis -2,7 % en 2027 n'a pas beaucoup de sens. Les nouvelles règles européennes insistent surtout sur le respect d'objectifs de contrôle de la dépense », explique l'ancien de la Cour des comptes.

Pour Mathieu Plane, « il est difficile de mener un ajustement budgétaire nécessaire quand on exclut en même temps toute hausse de la fiscalité ».

Renaud Honoré



Particulier ou entreprise : des offres adaptées à votre besoin

Je m'abonne